

## La révolution informatique et notre revenu

L'allocation de base : pathologie et effet d'un mouvement social — V

Johannes Mosmann

**L'Allocation de Base Inconditionnelle (ABI) se comprend aussi comme un instrument de correction des conditions actuelles de fortune : les revenus croissants générés par des robots doivent être redistribués. Le soutien croissant que lui apporte les énergies néo-libérales, sur lequel l'attention a déjà été attirée dans les contributions précédentes, devrait pour cette raison irriter pas mal de défenseurs de l'ABI. Qui donc ici s'abuse : les promoteurs néo-libéraux de ce mouvement ou bien leurs partisans enthousiastes ? Dans ce qui va suivre, on va explorer plus précisément l'effet de la « révolution informatique » sur les diverses sortes de revenus contenus dans les prix des marchandises. Devant cet arrière-plan la question va être soulevée sur ce qu'il en est de l'idée populaire d'une redistribution de revenu ?**

Fréquemment, les tenants d'une allocation de bases (AB) comptent de la manière suivante : aux revenus des êtres humains font face des revenus de robots. Étant donné que le travail automatisé ne cesse de croître, les revenus des robots ne cessent de croître en conséquence tandis que se réduit de plus en plus les revenus du travail « gagne-pain », la question la plus importante adopte la teneur suivante : qui donc est censé acheter précisément à l'avenir les produits fabriqués par les robots ? La réponse : nos « revenus gagne-pain » doivent être complétés par une allocation de base. De ce fait un revenu est « redistribué » et le pouvoir d'achat des êtres humains est restauré.

Par contre, le fait banal doit tout d'abord être fixé que seuls des êtres humains peuvent percevoir un revenu, les robots par contre pas. Dans le cas où de fait, des marchandises pussent être un jour entièrement fabriquées sans participation de l'être humain, cela aurait pour conséquence que ces marchandises ne devraient jamais être achetées, ni à l'aide d'une allocation de base, ni d'une autre manière quelconque. Des « coûts réels » n'existent pas non plus dans la relation d'économie politique ; cette caractérisation a beaucoup plus son sens dans une gestion d'entreprise délimitant ses propres coûts en personnel de ceux d'autres entreprises. Effectivement tout prix de chaque marchandise se résout en définitive complètement en revenu des êtres humains. La question est seulement de savoir dans quel rapport se situe ce revenu des êtres humains aux marchandises fabriquées par des robots. Dans cette occurrence, il n'existe exactement que deux possibilités et les deux ensemble font le prix de chaque marchandise : en partie il s'agit un revenu du travail et en partie aussi de rentes, à savoir de revenus improductifs, lesquels sont rendus possibles, par exemple, par un droit de propriété sur les robots.<sup>1</sup>

Avant de pouvoir discuter sur la manière dont devront à l'avenir être payés les prix de marchandises qui ne sont apparemment fabriquées que par des robots, les réalités se trouvant derrière les prix doivent être envisagées. On pourra facilement constater à cette occasion que dans les deux considérations, aussi bien eu égard au revenu du travail existant absolument encore qu'en considération des « droits de jouissance » intercalés, un paiement au travers du moyen fiscal, comme cela se présente vaguement au mouvement de l'allocation de base, mène à une impasse.

### 1. Le revenu du travailleur

En supposant que les prix des marchandises fabriquées par des robots expriment des exigences d'un revenu du travail, la question se pose de la *réciprocité*. Car les êtres humains qui, par exemple, programment les robots, extraient les matières premières pour les *chips* [en anglais dans les texte = puces informatiques ici, *ndt*], fabriquent l'huile des machines et ainsi de suite, peuvent le faire seulement parce que leurs enfants peuvent aller à l'école dans l'intervalle, parce que leur vieille mère reçoit de bons soins adéquats à la maison de retraite et ainsi de suite. — Ces besoins-ci justement s'expriment en effet dans le prix des marchandises. On voit par là pourquoi, à l'inverse, on ne doit pas exclure d'avance ce qui a pareillement une valeur, à savoir, ce que les autres êtres humains restants font, tout en ne participant jamais à la fabrication des marchandises concernées — tout au contraire. Pourquoi le problème d'une réciprocité, eu égard aux activités en dehors de la production soutenue par des robots, devrait-il se trouver soudainement obsolète ? Ces activités sont

<sup>1</sup> Voir les développements sur la banque fantôme *BlackRock*, dans la quatrième contribution de cette série : *Formation de revenu & droit de l'homme*, dans *Die Drei* 5/2018, pp.8 et suiv.—

[http://diedrei.org/tl\\_files/hefte/2018/Heft5\\_2018/03-Mosmann-DD1805.pdf](http://diedrei.org/tl_files/hefte/2018/Heft5_2018/03-Mosmann-DD1805.pdf)

finalement indispensables au revenu, c'est-à-dire que ces productions ont aussi un prix et sont donc aussi dans cette mesure des « marchandises », comme ce qui est, par exemple, industriellement fini avec l'aide de robots. Lorsque le mouvement de l'allocation de base exige cela étant que le « travail sur l'être humain », d'aventure dans les soins, devrait à l'avenir être facilité par une allocation de base, il n'affirme rien d'autre que : ceci est le prix pour la prestation des soins. Bien entendu le prix que le mouvement de l'allocation de base engage pour cela est beaucoup trop bas pour permettre des soins dignes de l'être humain.

C'est seulement parce que le nombre des employés recule par l'industrialisation croissante que tous les domaines qui restent ne sont pas soudainement absorbés par un univers parallèle — quand bien même cela plût aux techno-investisseurs. Ce qui se produit là est bien plus une partie de cette même économie fondée sur le partage/division du travail. Ce qui est juste dans les thèses du mouvement de l'allocation de base, c'est seulement la constatation que dans de nombreux domaines de production, on peut produire de plus en plus avec de moins en moins d'êtres humains. Or ce processus est pourtant aussi ancien que l'économie elle-même. Pour le revenu du travail cela ne signifie tout d'abord que les revenus disparaissent en rapport dans les domaines dans lesquels on peut travailler avec peu de gens, et donc ils se trouvent à disposition pour d'autres branches. Celui qui délaisse un secteur de l'économie sur la base de la rationalisation, malmène son revenu au point de vue de l'économie politique.

Donc de la manière esquissée par le mouvement de l'allocation de base, le problème de « l'informatisation » n'existe donc pas. Le prétendu déséquilibre entre revenu d'êtres humains et revenu de robots est une fantaisie qui naît d'une humanisation infantilisante du monde des machines. Le processus réel de « l'informatisation » est bien plus tout autre.

## **2. Le revenu du capitaliste**

Tout d'abord, l'informatisation des processus du travail en réduit le coût là où elle y est appliquée. Cette réduction de prix est en retour pour celui qui la rend possible par son génie, le capital. Le « gain » prouve qu'on agit en réduisant le coût effectivement sur une branche de production, c'est-à-dire que des êtres humains peuvent être libérés de ce travail et peuvent à leur tour satisfaire d'autres besoins dans de nouvelles branches de production et donc élever le revenu de tous les êtres humains. Le capitaliste coopère donc foncièrement, quand même d'une manière différente. Il est vrai que des questions surgissent ici : dans quelle ampleur le gain devrait-il devenir le revenu des entrepreneurs ? Combien par contre devrait-il en revenir à cette entreprise ou à une autre et devenir ainsi un revenu du travail ? Combien devrait-il en être remis à tous les êtres humains sous forme de baisse de prix ?

De telles réflexions n'ont pourtant rien à faire avec un paiement inconditionnel de dividende à tous les « citoyens » d'un pays. L'idée d'une redistribution de ce genre méprise le fait fondamental que le gain ne pourrait naître que par l'intervention d'une personnalité bien définie principalement dans le processus économique et conserve sa valeur d'économie politique seulement en association avec celui-ci. L'argent est un capital précieux, aux mains d'une personnalité convenable d'entrepreneur qui augmente les biens de consommation, par contre, aux mains de tout autre être humain quelconque ce n'est qu'un bon de justification en relation à une marchandise pour la consommation de biens déjà existants. Celui qui « redistribue » inconditionnellement des biens sans égard à la production concrète, tarit leur source, empêche l'activité du capital et mène la vertu du travail humain dans le nulle-part — le résultat en serait l'appauvrissement en masse

## **3. Le revenu du rentier**

À l'heure qu'il est, bien entendu, le sain déploiement de la vertu du capital esquissé ci-dessus est appréhendé dans un point déterminé de la vie juridique, par lequel l'effet de réduction des coûts de l'informatisation se voit sapé. À l'exemple du prestataire de commandes des services *online* « *liferando* », ce processus se laisse passablement bien observer : c'est là qu'est tout d'abord le génie de son fondateur Christoph Gerber. Celui-ci rationalise entièrement, dans l'intérêt des clients, tous les revenus du processus de notre commande et de notre livraison auprès des services de livraison des aliments. Plus les clients de Gerber utilisent la technologie, plus ces derniers deviennent dépendants de « *Lieferando* ». En théorie, le repas commandé devrait à présent être moins cher puisque du travail est épargné au moyen de l'organisation se propageant à la gestion de la circulation du livreur et aux commandes automatisées et donc du revenu échappe dans cette

branche qui peut se retrouver ensuite à disposition d'une autre branche (et ici, par exemple les anciens collaborateurs des *pizzerie*). Mais le repas n'est pas meilleur marché, tout au contraire. Car en 2014, Gerber vendit le droit sur cette technologie pour 103 millions de dollar à un consortium néerlandais. Des capitalistes du risque entrèrent dès lors en lice qui, de leur côté, se trouvent sous une pression énorme pour faciliter les rendements extraordinaires de leurs bailleurs de fonds. Parmi les investisseurs, il y a, par exemple, « *Macquarie Capital* » d'Australie qui gère, pour ces « clients » du monde entier (caisses de pension, assurances, etc.), un revenu de 306 milliards d'Euro en achetant des droits de propriétés et en en vendant qui rapportent, ou selon le cas, en retirant des gains des affaires courantes. Les conséquences sont faciles à comprendre : les restaurants doivent sans cesse payer des provisions plus élevées au prestataire de commandes de services *online* et en correspondance, les clients des prix plus élevés pour la pizza afin de financer les rentes et assurances vie des Australiens.<sup>2</sup>

Tous les exercices comptables se perdent dans le fantasme aussi longtemps qu'on ne remarque pas la différence fondamentale entre l'organisation des processus du travail par l'esprit humain, d'une part (capitalisme), et le commerce avec le *droit* sur cet esprit d'autre part (économie de rentes). Ce dernier a seulement et uniquement l'objectif de relever la différence entre prix de marchandise et revenu du travail, et donc d'engendrer en principe un revenu improductif en supprimant l'effet levier positif de la rationalisation. Ce n'est pas la disparition des postes de travail dans maintes branches qui engendre le déséquilibre, mais au contraire le fait que les produits correspondants doivent être payés comme si ces postes de travail existaient toujours. D'une certaine manière, ce sont des fantômes que l'on paye ainsi. De ce fait d'autres branches subissent à leur tour cette pression. Les revenus ne peuvent pas se développer de la manière dont il s'ensuit véritablement à partir de la rationalisation des commandes de prestations de services.

#### **4. Le réflexe du mouvement de l'allocation de base**

À cette pression le mouvement de l'allocation de base réagit avec un réflexe : de la même façon que le rentier peut se faciliter un revenu improductif à l'aide du droit sur le moyen de production, ainsi le « citoyen » peut à son tour lui-même se permettre au moyen du droit un revenu improductif — quand bien même ne serait-ce qu'un revenu minimum. Les deux côtés veulent donc manipuler l'échange de production/prestation en faisant de l'état un avocat de leurs intérêts de consommateurs. Au premier coup d'œil cela n'apparaît que légitime : les revenus qui devraient véritablement disparaître sur la base de l'informatisation dans les branches concernées, ont été transformés au lieu de cela en revenus improductifs et affluent en retour aux êtres humains de sorte que l'axiome semble confirmer : celui qui n'est plus utilisé à cause de l'informatisation dans une branche emporte avec lui son revenu au-delà dans une autre.

Seulement il s'agit à présent de revenus improductifs. On ne doit pas ne pas voir qu'ici on répartit après qu'un déséquilibre est né entre les branches, après que par des droits, la formation du prix en a été manipulée et qu'un revenu improductif a été généré. Si ce gain prend naissance comme ce qu'on appelle un « revenu de rentes » à partir de la capitalisation du droit et de la dégradation de l'être humain recevant un salaire [ou une gratification, *ndt*], les dommages économiques engendrés ne se laissent pas réparer, en redistribuant après cela la rente à ceux qui ont payé de leur dignité humaine et en complétant ainsi le salaire par une pré-rente. De ce fait les problèmes desquels on était partis se multiplient bien plus.

Le « problème de la répartition » n'est résoluble que s'il est compris comme économiquement réel et non pas au plan monétaire, c'est-à-dire lorsque la répartition peut être définie avant que d'un art et d'une manière déterminés un gain soit apparu. Répartir économiquement et réellement, cela veut dire que les courants monétaires ne doivent pas du tout d'abord se découpler des productions/prestations. En considération de l'exemple ci-dessus cela veut dire que les pizzas devraient être payées seulement aussi cher qu'après la rationalisation, on doit encore dépenser de revenu du travail (naturellement aussi dans le *management*, etc.), afin que dans d'autres branches plus de revenu soit à disposition. Celui qui veut réellement répartir doit donc aussi pouvoir penser les capitalistes comme des fidéicommissaires et les citoyens comme des donneurs de confiance. Le fidéicommissaire gère le capital dans l'intérêt de la communauté, mais ne peut pas le vendre. Alors les prix des marchandises baissent avec la rationalisation et les revenus des consommateurs peuvent s'élever en correspondance.

---

<sup>2</sup> <https://orange.handelsblatt.com/artikel/11629>

Puisque l'identité de la gestion du capital et de la propriété, est depuis longtemps déjà en bonnes mains (le capitaliste est aujourd'hui un « fidéicommissaires » engagé par d'innombrables actionnaires), on pourrait mener les débats s'y rattachant au sujet de quelle signification ce « prorata de propriété » s'avère véritablement conforme à l'époque. Par contre, la voie empruntée par le mouvement de l'allocation de base de conserver des prix faussés au moyen d'un revenu de rente et ensuite de relever (en apparence) par un revenu improductif le pouvoir d'achat des « citoyens », est tout aussi exactement impossible que de faire baisser la fièvre au moyen de la manipulation du thermomètre qui la mesure : l'allocataire d'une allocation de base aura davantage à payer pour les droits de jouissance comptés dans les prix des marchandises qu'il semble tout d'abord gagner en pouvoir d'achat. Au moment où, par exemple, voici quelques années, le taux de référence du *Harz IV*, fut relevé pour les loyers, du jour au lendemain, il n'y eut plus aucunes maisons disponibles sous ce taux de base relevé. Cela veut dire que par un canal ou un autre, une allocation de base sera toujours dévorée « toute crue » [guillemets du traducteur] par les valeurs montantes de fortune, de sorte qu'en définitive on ne redistribue pas du tout.

Le « droit » au paiement d'une mini-allocation improductive ne peut jamais entrer en concurrence avec le « droit » au moyen de production. C'est pourquoi le calcul, d'après lequel une allocation de base est censée exercée une pression sur le possesseur d'un emploi, s'avère aussi faux. C'est bien plus le contraire qui aura lieu : survivra celui qui avec un allocation de base ira au moins au travail huit heures par jour. Mais parce que chacun a déjà une allocation de base, le salaire pour le travail disponible, de manière limitée comme avant, sombrera de manière illimitée. Celui qui veut survivre gagnera pour cela une allocation de base et devra mendier salaire et pain auprès des propriétaires du capital. Celui qui par contre pour des raisons quelconques, par exemple, sur la base d'obstacles pour sa vie d'âme (lesquels jouent un rôle chez une grande partie de ceux qui perçoivent le *Hartz IV*) est empêché de vendre sa force de travail, souffrira ensuite de la faim.

### **5. Le revenu des malades et des personnes âgées**

« L'allocation de base remplace en principe complètement l'état social d'aujourd'hui. La protection vieillesse légale, l'assurance maladie et l'assurance chômage sont supprimées. Celui qui voudrait avoir quelque chose d'autre au-delà de l'allocation de base, doit s'en assurer lui-même à titre privé », récapitule Thomas Straubbar.<sup>3</sup> Straubbar est professeur en relations économiques internationales à Hambourg, ambassadeur du *think-tank* [« boîte à idée(s) », *ndt*] « *Initiative de la nouvelle économie de marché social* » et activiste de l'allocation de base. Bien entendu de nombreux partisans de l'allocation de base se défendent d'un prétendu « accaparement » par le néolibéralisme — avec l'allocation de base, il s'agirait de quelque chose de tout autre. Les bonnes intentions de la plupart des partisans ne doivent absolument pas être remises en question ici. Ce qui est décisif, ce n'est pas ce qui est en vue avec le paiement d'une allocation de base inconditionnelle (ABI), mais au contraire ce qu'elle provoque dans les faits. Et cela, théoriciens néo-libéraux et techno-investisseurs l'ont bien mieux percé à jour que les trouffions rempli de bonne foi du mouvement. En vérité l'ABI est un programme d'épargne sociale comme il n'en a jamais existé auparavant.

L'informatisation est un thème complètement différent que, par exemple, une maladie de Parkinson. À longue échéance, « l'état social » ne peut survivre que si le chômage engendré par nos conditions économiques et juridiques arbitraires ne cesse pas plus longtemps de se voir mélangé avec le chômage conditionné par la maladie ou l'âge. La réponse à l'informatisation repose dans la résolution du « problème de pilotage » dans une production orientée par le besoin mais aussi dans un ordre d'exercice de la propriété conforme à l'époque et ainsi de suite, comme il a été exposé ici. Par contre la question du revenu pour tous ceux qui ne peuvent pas travailler, par exemple les enfants, les vieillards ou les malades, c'est quelque chose de tout différent.

La disparition des raisons toutes différentes pour le chômage c'est le véritable crime du système *Hartz IV*. Le mouvement pour l'ABI veut à présent pousser le principe de l'Agenda 2010 [que le Président Macron admire et veut appliquer en France comme un exemple, *ndt*] à l'extrême : chômage conditionné par licenciement, vieillissement et maladie, congés de formation, manque d'entrain et autres — tout cela est mis dans le même sac. Chacun

---

<sup>3</sup> [www.stern.de/wirtschaft/geld/grundeinkommen-warumockonom-thomas-straubbar-ans-grundeinkommen-glaubt-7330376.html](http://www.stern.de/wirtschaft/geld/grundeinkommen-warumockonom-thomas-straubbar-ans-grundeinkommen-glaubt-7330376.html)

reçoit un minimum d'existence, sans condition il va de soi. Celui qui est capable de travailler, a de l'entrain et trouve effectivement un travail payé, peut, il est vrai, s'en sortir mieux que les autres groupes. Mais qu'en est-il donc de ceux qui ne sont pas en situation de le faire ?

Pour une grande partie de ceux qui perçoivent actuellement le *Hartz IV*, l'obstacle, par exemple, n'est pas, l'informatisation mais une maladie de l'âme. Dès 2013, une étude mit au jour qu'on avait diagnostiqué des perturbations psychiques pour un tiers de ceux qui reçoivent l'*ALG-III* [*ArbeitLosendGeld II*, autre appellation de l'Agenda 2010, *ndt*]. Le véritable chiffre non-officiel devrait largement être plus élevé, étant donné que beaucoup de malades, en particulier ceux gravement atteints, ne consultent jamais un médecin. Ces êtres humains ne reçoivent pourtant aucun revenu humainement digne parce que depuis l'Agenda 2010, ils se trouvent jetés dans le même sac avec ceux qui ne trouvent pas de travail ou ne veulent pas travailler. À cela se rajoute que tout un chacun devenant inapte au travail, par exemple suite à un handicap ou une gêne et n'a pu contracter d'assurance privée, est poussé dans le « *grundsicherung* » [allocation de fond, tout au fond ? *ndt*] — et donc reçoit 416 € par mois de soutien.<sup>4</sup> Or cela concerne plus d'un million de personnes en Allemagne.

Beaucoup d'autres choses de ce genre seraient encore à ajouter ici. Lorsque le mouvement de l'ABI fait donc le compte que les actuelles prestations de transferts suffiraient déjà pour financer une AB, il passe donc sous silence le fait que celles-ci ne suffisent déjà pas pour les deux groupes d'inaptes au travail et d'aptes au travail pour permettre un vie humaine digne. On doit penser par ailleurs que le budget de l'état, dans la concurrence des nations autour de la « situation géographique » au meilleur marché est présentement artificiellement réduit, tandis que l'on privatise de plus en plus la rente vieillesse comme une « rente de gestion » déposée chez des sociétés comme *Black-Rock* ou *Macquarie*. Ces rentes de gestion gonflent ensuite les prix, comme on l'a exposé ici et dévaluent donc à leur tour les rentes légales — un cercle vicieux s'installe. Mais cela signifie que partir des coûts actuels, complètement distordus de l'état social et démontrer avec cela que l'AB est finançable, c'est manifestement un calcul faussé d'avance.

À cela se rajoute que l'argent, quand bien même suffirait-il au plan comptable, ne suffirait pourtant pas encore. À savoir que garantir un revenu d'état improductif, se répercute totalement autrement sur la valeur de l'argent que si l'on permet une vie dignement humaine aux nécessiteux et ici le revenu du travail pose la base d'une valeur de comparaison. Avec une AB chacun paierait avec le prix des marchandises l'AB de son concitoyen, tandis que l'on ne sait pas d'avance si ceci se trouve en relation avec une production/prestation ou pas. Ce n'est là rien d'autre qu'une dévaluation de l'argent et cela même directement à l'inflation. Cette dernière intervient *nécessairement* toujours lorsque se découplent revenu et production-prestation, lorsque donc sont émis plus de bons d'achat que de productions/prestations correspondantes.

Une redistribution transparente et équitable est seulement possible si des marchandises et des droits ne restent pas plus longtemps mélangés : donc de la même façon que les conditions du prix ne doivent pas être manipulées d'une part, par des droits, que ce soit par ceux de la propriété ou par une AB, d'autre part, enfants, malades et vieillards devraient avoir, comme cela va de soi, une revendication de droit sur un revenu. L'allocation de base dégénère ce contexte en une contre-image grotesque en étatisant la consommation et en privatisant en riposte l'assistance. Straubbar pour le moins, ne se trompe donc pas dans son calcul quand il fait le compte que « celui qui souhaiterait avoir plus qu'au-delà de l'AB, doit se l'assurer lui-même à titre privé ». Il est donc naturel que Straubbar ait ici en tête ceux qui doivent effectivement et nécessairement vivre de l'allocation de base, car il ne pourront pas contribuer aux fonds d'assurance de leur rente vieillesse.

## **6. Pour les nécessiteux un résultat franchement nul**

En voulant captiver l'état pour des intérêts économiques, le mouvement de l'AB ne voit pas que c'est justement ce réflexe qui engendre les conditions inhumaines de notre temps présent. Si est échu à tous le même droit de consommation, certes le « droit » à une consommation inconditionnelle est de nouveau supprimé de sorte que les conditions de revenu sont régulées largement simplement à partir des droits inégaux de propriété. C'est pourquoi les néolibéraux peuvent affirmer : Bien ! Laissez les faire ! Que l'allocation de base est introduite ou pas, cela revient finalement au même : 1000 ou 1500 Euro c'est le nouveau zéro de base, au cas où l'allocation de base arrive. Pourtant avec ce nouveau niveau-zéro toutes les

---

<sup>4</sup> [www.fr.de/politik/meinung/gastbeitraege/hartz-iv-416-euro-reichen-nicht-fuer-die-menschenwuerde-a-1471873](http://www.fr.de/politik/meinung/gastbeitraege/hartz-iv-416-euro-reichen-nicht-fuer-die-menschenwuerde-a-1471873)

prestations sociales actuelles seraient fixées ou bien renchériées en correspondance pour rester au même niveau.

Vues au plan de l'économie politique, les « prestations de transferts » de l'état, financées par l'impôt, sont un *moins* : quelque chose découle de la vie économique qui ne contribue *directement* en rien à la production de marchandises. La même chose vaut pour la subsistance de la police, des fonctionnaires administratifs et autres. La vie de l'état participe proportionnellement aux résultats de la vie économique, mais il est renvoyé à celle-ci, parce que de son côté il ne produit pas de recettes (pour autant qu'il n'est pas lui-même actif au niveau entrepreneurial). Que, par exemple, la sécurité juridique représente aussi indirectement une valeur économique, d'elle on ne crée pas de valeur au sens économique et là où elle est pourtant ainsi considérée, à savoir qu'elle devient achetable, alors l'état cesse d'être un état, ou selon le cas, il est corrompu.

À l'exception du mouvement de l'AB, cet état des choses est conscient à toutes les initiatives sociales — pour autant que l'on compte avec l'engagement de moyens fiscaux, alors c'est toujours au sens d'une dépense du côté économique. C'est totalement égal à quelle hauteur on garantit par exemple des êtres humains incapables de travailler, ou que l'état y rattache ou pas des conditions — c'est un fait que toute prestation de subsistance de l'état est économiquement produite par des êtres humains qui travaillent. Le mouvement pour une ABI est le premier qui renverse cela « cul par dessus tête » [guillemets du traducteur] : des redevances doivent être considérées au plan économique comme un support du travail. C'est l'image du baron de Münschhausen qui se tire lui-même du marécage par les cheveux : on consomme et en consommant on verse un impôt qui à son tour forme un revenu que l'on consomme. Cela ne fonctionne pas. Comme contre-preuve, il suffit de faire entrer en lice le socialisme réellement existant ou bien des activités actuelles de l'état qui rappellent le socialisme. Mais pourtant on ne doit pas de pas voir alors que dans ces cas, l'état apparaît lui-même entrepreneur et dirige le travail — ce qui ne devrait pas être au sens de « liberté au lieu du plein emploi ».<sup>5</sup>

### 7. *L'ardente aspiration envers le rédempteur-machines*

L'ABI ne veut ni l'économie de marché, ni la conduite du travail par l'état, au contraire, le travail est justement censé se voir « librement auto-déterminé ». Éventuellement cela serait possible sous une condition : si l'être humain n'utilisait plus ses organes sensoriels pour percevoir autrui ; s'il connût par simple *intuition* les processus de formation de valeur [économique, *ndt*] se métamorphosant incessamment et mondialement, les circonstances de la productions et ainsi de suite, et que pour cela il ne fût point renvoyé à l'observation attentive du marché. Il pourrait alors déterminer son travail lui-même tandis qu'il resterait en même temps un travail au sens économique. L'AB est la vision d'une libération des faits concrets de l'existence physique, une ex-carnation de l'humanité et elle relie sur cette base la scène ésotérique en Allemagne avec les techno-investisseurs de la *Silicon Valley*.

Ces derniers n'ont inscrits sur leur bannière rien moins que la sauvegarde de l'humanité des conditions de l'existence physique. Le fondateur de *Google*, Sergèï Brin, veut, par exemple, « guérir la mort »<sup>6</sup> et le fondateur de *Paypal*, Peter Thiel, affirme sur la mort : « On peut l'accepter, on peut la mépriser, ou bien on peut le combattre. » Thiel la combat en s'injectant du sang de jeunes êtres humains<sup>7</sup>, d'autres se feront congeler après leur mort, ou bien se creusent la tête [en attendant, *ndt*] sur la vie éternelle de l'âme sous la forme d'un *cloud* [« nuage » informatique disparaissant lors d'une panne de courant, *ndt*].<sup>8</sup> Voilà il est vrai des exemples extrêmes, mais ils rendent évidente l'attitude de base : pour *tout* problème humain, il y a donc une solution *technique*. En correspondance, la question sociale est également purement et techniquement comprise : une sorte d'« être »-machine mondial est censée nourrir, occuper et animer l'être humain.

Le mouvement pour l'ABI en fournit ici l'unanimité de disposition émotive des masses. Il se peut qu'à cette occasion une économie purement conduite de manière intuitive y soit foncièrement désirée comme un idéal d'avenir — jusque-là, l'être humain a encore besoin de ses yeux et de ses oreilles, d'un cœur et de compréhension intellectuelle, pour décrypter sur l'organisme social l'endroit où il est encore indispensable.

<sup>5</sup> <http://blog.freiheitstättvollbeschaeftigung.de>

<sup>6</sup> [www.huffingtonpost.de/2017/05/06/silicon-valley-unsterblichkeit-taktik\\_n\\_16451270.html](http://www.huffingtonpost.de/2017/05/06/silicon-valley-unsterblichkeit-taktik_n_16451270.html)

<sup>7</sup> [www.faz.net/aktuell/wirtschaft/stammzellen-wie-das-silicon-valley-das-sterben-agbschaffem-will-15164400.html](http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/stammzellen-wie-das-silicon-valley-das-sterben-agbschaffem-will-15164400.html)

<sup>8</sup> <https://t3n.de/silicon-valley-tod-ueberwinden-638284/>

En apportant *prématurément* un éventuel idéal futur, le mouvement de l'allocation de base *se verrouille* au présent — en enterrant avec cela son propre idéal. L'âme ne pénètre pas dans les circonstances présentes, mais se coupe le cordon ombilical et passe de plus en plus dans un état analogue au rêve [ou au cauchemar, cela dépendant de la culture de chacun, *ndt*]. Dans l'espace de vacuité ainsi créé affluent à présent les impulsions des techno-investisseurs. Celles-ci ne sont pas moins ésotériques, pourtant sur un modèle inversé : alors que les ésotéristes du centre et de l'est de l'Europe voulaient pour ainsi dire retirer leur âme hors de la matière, ceux du grand *Far Ouest* [l'ouest lointain, *ndt*] veulent, avec pour cela une matière affinée de manière analogue, pénétrer ces domaines-là que l'âme laisse derrière elle lorsqu'elle quitte cette vallée [de larmes celle-là et pas de silicone... *ndt*].

Dans le mouvement pour l'ABI, les deux impulsions opèrent ensemble l'Europe du centre fanatique-ésotérique et le *Far West* technocratique. Là où à proprement parler, l'être humain *en tant que tel* devrait toujours *être plus présent*, pour le préciser dans les relations économiques immédiates, là, l'utopie l'en arrache conformément à sa conscience. Une autorité étatique est censée créer le revenu, quel qu'en soit le moyen, et l'être humain individuel doit déterminer purement intuitivement, par contre, ce qu'il « travaille ». L'association de tout être humain avec autrui par le travail et la consommation tout autour du globe terrestre est supprimée avec cela au plan de la vie de l'âme et de l'esprit et refoulée dans la sphère d'une opération physique-naturelle. Cela veut dire que le *contenu* réel des idées d'une ABI est l'éjection psychologique de l'organisme économique dans l'inconscient. Ce que l'être humain ne peut donc plus appréhender est réquisitionné par les forces du passé : la technique, en association avec le concept de propriété<sup>9</sup> romain-catholique, s'installe aux endroits où des relations humaines ne pourraient agir directement *socialement* — le rédempteur-machines nous libère de la Terre.<sup>10</sup>

Il se peut qu'il soit possible d'automatiser largement de nombreux domaines de la production matérielle. De même de nombreuses prestations de service peuvent être réalisées par des robots. D'un autre côté, dans de nombreux domaines le degré possible d'automatisation a déjà été dépassé, de sorte qu'inversement, le travail de machine doit être remplacé par du travail humain. Car l'automatisation brise la relation immédiate de la perception sensible ce qui conduit souvent à de mauvais produits, voire même surtout à la destruction des bases économiques. C'est le cas par exemple en agriculture. Celle-ci est déjà automatisée dans une mesure telle qu'au plan économique elle n'est plus du tout possible, parce que sans une relation directe entre l'être humain et la nature, telle qu'elle n'est donnée que dans les structures paysannes, la productivité du sol s'effondre effectivement. Avec l'augmentation croissante de la population mondiale, la nécessité s'impose d'utiliser le sol de manière optimale, à savoir de diriger de plus en plus d'êtres humains dans le travail matériel. Cela importe pareillement dans la formation, les soins et de nombreux autres domaines sur la perception immédiate, laquelle seule permet la qualité de la « prestation de service » nécessaire à la participation à la vie de l'âme. Oui, la même chose se laisserait affirmer des tâches de gestion et de planification jusque dans la vente des assurances et de beaucoup d'autres choses qui précisément ne semblent bien fonctionner au plan informatique qu'en apparence.

En réalité par la division/partage croissant(e) du travail le processus humain de production/prestation n'est pas du tout réduit, au contraire purement et simplement toujours plus transformé sur le plan de la vie de l'âme. Cela aura une conséquence effroyable sur la vie de la communauté si ce processus n'est pas élevé en conscience, mais au contraire recouvert des voiles des questions du droit et du pouvoir. Plus l'automatisation progresse, d'autant moins une ABI étatique est possible, parce que l'humanité est davantage renvoyée à reconnaître la relation saine entre agriculture, industrie et vie de l'esprit, tout au long de l'avènement du prix et de permettre à l'individu de s'orienter consciemment à l'être de besoin, à « l'être humain ».

**Die Drei 6/2018.**

(Traduction Daniel Kmiciek)

---

<sup>9</sup> Voir Johannes Mosmann : *Domination d'un esprit mort — au sujet du développement historique de la spéculation financière et les conditions de vie d'une libre vie de l'esprit*, dans *Die Drei 3/2009*, p.11 — [http://diedrei.org/tl\\_fileshefte/2009/heft3\\_2009/Mosmann-Herrschaft.pdf](http://diedrei.org/tl_fileshefte/2009/heft3_2009/Mosmann-Herrschaft.pdf)

<sup>10</sup> Au sujet du lien entre technologie moderne et fuite gnostique du monde voir la contribution de Andreas Neider : *Attention et aveuglement cognitif*, dans ce numéro de *Die Drei* aux pages 29-38. [Traduit en français et disponible sans plus auprès du traducteur (DDAN618.DOC). *ndt*]